

# DES DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT SOUS SURVEILLANCE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 14 FÉVRIER 2020

Le 13 décembre, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner s'est rendu dans le Finistère en compagnie de la présidente de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Ce voyage visait à promouvoir le lancement d'une cellule de la gendarmerie nationale appelée Déméter. Dans quel but ? La lutte contre « *l'agribashing* », accréditant la thèse sans fondement qu'on assisterait en France à une entreprise concertée de dénigrement du monde agricole. La réduction du monde agricole à deux syndicats patronaux, qui, même majoritaires professionnellement, ne représentent nullement la totalité des syndicats agricoles, ni celle des paysans dans leur ensemble.

Qui plus est, M. Castaner mélange ces allégations avec les occupations de terres agricoles par des Gens du voyage, les actions antispécistes (qu'il désigne comme un des axes prioritaires de la recherche de renseignements), antifourrure ou antichasse. C'est mettre sur le même plan criminel le vol, le droit des populations nomades et la critique sociale et politique de l'agro-industrie et de ses lobbys, qui accélèrent la destruction de notre environnement, dans une fuite en avant productiviste, réelle cause des difficultés actuelles du monde agricole.

La cellule Déméter « *va permettre d'améliorer notre coopération avec le monde agricole et de recueillir des renseignements, de mieux connaître les groupes extrémistes à l'origine des atteintes et de pouvoir anticiper et prévenir leurs actions de nature idéologique, qu'il s'agisse de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole ou d'actions dures ayant des répercussions matérielles ou physiques* ». Cette présentation des plus floues pourrait laisser interrogatif si on ne voyait à l'œuvre le schéma répressif qui a fait ses preuves par exemple dans la filière nucléaire : paralyser la mobilisation politique et la volonté d'informer en les mêlant le plus souvent à des infractions mineures, dans le cadre « d'associations de malfaiteurs » attrape-tout. En l'occurrence, pourraient être visées des associations telles que L214 qui ont permis de révéler des pratiques choquantes dans certains abattoirs.

Voilà le véritable objectif de cette cellule au doux nom de déesse : moissonner les renseignements lors d'actions citoyennes, en faisant des agriculteurs les supplétifs de la police, les relier car elles se produisent sur tout le territoire et les criminaliser (y compris les lanceurs et lanceuses d'alerte sur la dégradation du monde vivant), comme à Bure et comme ce gouvernement le fait de plus en plus systématiquement pour les mouvements sociaux.

De premières démarches engagées dans ce cadre, documentées par Le Monde, montrent déjà une volonté d'intimidation de personnes engagées pour l'information du public en matière écologique, revendiquée par la FNSEA si ce n'est par les autorités. Dans ce contexte, la Ligue des droits de l'Homme (LDH) émet des doutes sur la légalité de la convention conclue entre le ministère de l'Intérieur et la FNSEA et se réserve la possibilité de se saisir de toute voie de droit, avec d'autres organisations intéressées, pour faire face à cette nouvelle dérive sécuritaire et liberticide.

Ligue  
des droits de  
l'Homme

FONDÉE EN 1898

